

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

**CHAPITRE 35**

**MINISTERE DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	8
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>9</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 452: PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT</b>	<b>10</b>
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	11
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	12
2.2.	<b>PROGRAMME 453: DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>16</b>
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	17
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	17
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	17
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	18
2.3.	<b>PROGRAMME 454: RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES MOYENS D'ACTIONS DU MINEFOP</b>	<b>21</b>
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	22
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	22
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	23
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>27</b>

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	28
3.2.	LEÇONS APPRISES	28
3.3.	PERSPECTIVES	28

## NOTE EXPLICATIVE

---

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La réforme des finances publiques au Cameroun a connu un tournant majeur avec la Loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat. Celle-ci appelle un changement radical dans les finances publiques de l'Etat pour plus de performance et intègre la volonté du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, de faire de l'emploi « une cause nationale » qui devrait mobiliser toutes les forces vives du Pays. Dans cette vision, la formation professionnelle est un point de passage obligé pour régler le problème de l'emploi des jeunes.

Le Gouvernement entend mettre un accent sur la formation du capital humain, notamment à travers:

- (1) une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortant des cycles d'enseignement fondamental et secondaire un paquet solide de connaissances axées sur la maîtrise des savoir-faire requis sur le marché de l'emploi et préparant les bénéficiaires à la création d'emplois;
- (2) un enseignement universitaire professionnalisé ;
- (3) une formation continue étendue et doublée d'un système de valorisation des acquis de l'expérience; et
- (4) le renforcement du dispositif d'orientation scolaire et la revalorisation de la grille des salaires des métiers techniques.

A cet effet, l'Etat s'est doté depuis l'année 2009 d'un Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui assigne au Gouvernement des objectifs clairs en matière d'emploi et de formation professionnelle dans le cadre de la lutte contre le chômage et le sous-emploi.

En matière de croissance, le MINEFOP sur la base du DSCE est interpellé sur les aspects saillants ci-après :

En matière de formation professionnelle, doit contribuer à :

- une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortants des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire général un paquet solide de connaissances axées sur la maîtrise des savoirs faire requis.

En matière d'emploi, doit contribuer à :

- l'accroissement de l'offre d'emploi décent ;
- la mise en adéquation de la demande d'emploi et ;
- l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi

S'agissant de l'accroissement de l'offre d'emploi décent, il est envisagé des actions visant la réduction du taux actuel du chômage et du sous-emploi visible et la mise en place des programmes spécifiques de création d'emploi en faveur des couches sociales les plus défavorisées (les femmes, les jeunes, les handicapés...).

Par ailleurs, le Chef de l'Etat dans sa politique des grandes réalisations a prescrit au Gouvernement en 2011, la création de 165 000 emplois d'ici 2014 ; soit environ 47 000 emplois par an et 200 000 à l'horizon 2016.

En outre, le MINEFOP entend œuvrer en faveur de la création de 60 000 emplois nouveaux par an grâce à l'action du Fonds National de l'Emploi, du PIAASI, des organismes privés de placement et de ses services déconcentrés, mettre en cohérence les actions de promotion de l'emploi à travers l'amélioration du cadre juridique et institutionnel, poursuivre le financement des microprojets, améliorer l'encadrement des initiatives locales, renforcer les capacités des structures et projets sous-tutelles de promotion de l'emploi et de production d'informations sur le marché de l'emploi. De même, un accent particulier sera mis dans le suivi des recrutements dans les grands chantiers de l'Etat et le recensement des types d'emplois et profils requis.

Dans le cadre de la mise en adéquation de la demande de l'emploi, il est question d'améliorer la qualité de la formation professionnelle, d'augmenter la capacité d'accueil des structures existantes, de diversifier l'offre de la formation professionnelle et de reformer entièrement le système de Formation Professionnelle et d'Apprentissage à travers la réhabilitation, la construction et l'équipement des structures publiques de Formation Professionnelle et d'Apprentissage.

Pour améliorer l'accès à la formation professionnelle de qualité par exemple le MINEFOP octroie des bourses de formation aux jeunes dont la demande est de plus en plus croissante. Il sera également question d'élaborer et d'implémenter au moins 30 référentiels de formation professionnelle par an selon l'approche par compétence ; d'opérationnaliser le Centre d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle de Douala, d'étendre leur maillage territorial et de mener des campagnes d'information et d'orientation professionnelles. L'assainissement des activités de formation et d'orientation professionnelles demeure parmi nos priorités ainsi que la redéfinition du cadre réglementaire y afférent. Le MINEFOP poursuivra également la mise en place d'un système de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) au Cameroun.

En ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi, le MINEFOP entend œuvrer en faveur :

- du renforcement des circuits formels de placement de la main d'œuvre ;
- de la publication régulière des tendances et évolutions du marché de l'emploi.

Une dynamique nouvelle sera également insufflée aux activités de l'ONEFOP à l'effet de renforcer fonds National de l'Emploi (FNE) pour mieux capitaliser les contributions des programmes gouvernementaux d'insertion ou d'appui à l'auto-emploi.

Enfin, le MINEFOP entend jeter les bases d'un transfert réussi des compétences prévues par les

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au regard des décrets N°2011/126 du 23 mai 2011 portant organisation du MINEFOP et N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le MINEFOP est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de formation et d'insertion professionnelle. A ce titre, il est responsable:

- de l'élaboration de la politique de l'emploi;

- de la défense et de la promotion de l'emploi;
  - des études sur l'évolution du marché de l'emploi et du travail ;
  - des études sur l'évolution de qualification des emplois ;
  - de l'orientation et du placement de la main d'œuvre ;
  - de l'organisation et du suivi de l'insertion professionnelle des jeunes formés ;
- de la définition des programmes de formation et d'insertion professionnelle en liaison avec les administrations et organismes concernés ;

### **1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES**

### **1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013**

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 452

PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

Responsable du programme

**ESSECK DAVID**  
*DIVISION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Promouvoir l'emploi décent pour la population active	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'emplois créés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	60000.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	80000.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RÉFORME DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'EMPLOI Action 02: PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI Action 03: AMÉLIORATION DU SYSTÈME D'INFORMATION SUR L'EMPLOI ET LA FORMATION Action 04: RENFORCEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 639 400 000	CP 2 598 400 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ESSECK DAVID, DIVISION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	

### 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

### 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	225 000 emplois créés	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	112,5	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 002 016 975	CP 2 961 016 975
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -362 616 975	Ecart CP -362 616 975
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 903 863 525	CP 2 902 063 580
TAUX DE CONSOMMATION	96,73 %	98 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comptabilisation des emplois dans tous les secteurs d'activités ;</li> <li>- Visites de la majorité des chantiers des projets structurants pour comptabiliser les emplois créés ;</li> </ul>	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'une étude sur les créneaux porteurs d'emplois ;</li> <li>- Réalisation d'une étude sur les profils/emplois par zones agro écologiques ;</li> <li>- Réforme des textes juridiques sur la main d'œuvre ;</li> <li>- Appui technique et financiers aux promoteurs de projets créateurs d'emploi à travers le PIAASI ;</li> <li>- Poursuite de l'exploration et du suivi de recrutement des nationaux dans les grands chantiers de l'Etat.</li> </ul>	

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RÉFORME DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'EMPLOI									
OBJECTIF	Mettre en place un cadre intégré et cohérent de promotion, de gestion de l'emploi et de la main d'œuvre								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de textes juridiques sur l'emploi/main d'œuvre élaborés et mis en œuvre					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  57,14%		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	1.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	3.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4 extra draft texts prepared and validated the National Labour Advisory Board							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	55 000 000	55 000 000	417 650 984	417 650 984	412 995 549	411 195 780	98,88 %	98,45 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place des comités internes de préparation et de validation des avants projets de texte dès le début de l'année ;</li> <li>- Sessions de la commission Nationale Consultative du Travail tenues conformément au calendrier élaboré ;</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 02 avant-projets de textes élaborés sur le placement et le travail temporaire ;</li> <li>- Un projet texte fixant les conditions de recours et d'application des approches de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) élaboré ;</li> <li>- Arrêté portant création et organisation du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi élaboré et signé.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Draft de travail des avants projets de texte disponibles avant 2013 ;</li> <li>- Travaux des comités de préparation et de validation des textes menés conformément aux délais fixés ;</li> </ul>								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision des textes d'application du code du travail en rapport avec l'emploi et la main d'œuvre ;</li> <li>- Promulgation et vulgarisation de la réglementation sur la promotion de l'approche (HIMO). ;</li> <li>- Une amélioration sera apportée à l'intitulé de l'action.</li> <li>- Appuyer les activités de la commissions Nationale consultative du travail ;</li> <li>- Tenue des réunions d'analyses et propositions consensuelles sur les dispositions devant régir le fonctionnement des Offices Privés des Placements et des <b>Entreprises de Travail Temporaire</b></li> </ul>								

## Action 02 PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI

OBJECTIF	Aider les actifs à créer leur propre emploi							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de promoteurs ayant reçu un appui financier du FNE ou du PIAASI				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  108,64%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1500.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		2500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6 389 (4889 extra promoteurs supported)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 012 000 000	2 012 000 000	2 011 999 769	2 011 999 769	2 014 299 769	2 014 299 796	100,11 %	100,11 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre des cadres de collaboration entre le PIAASI et certaines communes ;</li> <li>- Mise en œuvre des cadres de partenariat entre le FNE et certaines entreprises ;</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 845 microprojets financés par le PIAASI pour une estimation de 3.380 emplois créés;</li> <li>- 4.044 projets d'auto-emplois financés par le FNE à travers les Programmes, PADER et PAME pour une estimation de 8269 emplois créés.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de réalisation technique obtenu se justifie par le fait que les réalisations du FNE en matière de Promoteurs Financés ont été prises en compte. Une situation qui lors de l'appréciation de la valeur cible pour 2015 n'était pas le cas prenant en compte uniquement les données du PIAASI.</li> </ul>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter le nombre de communes partenaires ;</li> <li>- Augmenter le nombre de promoteurs à financer;</li> <li>- Prendre en compte dans l'indicateur de l'action, les projections de financement des projets du FNE .</li> </ul>							

Action 03 AMÉLIORATION DU SYSTÈME D'INFORMATION SUR L'EMPLOI ET LA FORMATION										
OBJECTIF	Rendre disponible les informations sur l'emploi et la formation professionnelle par souci de transparence									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de supports statistiques disponibles et vulgarisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  28,57%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		2.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		3.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4 sectoral reports on the employment situation (2 extra sectoral reports on the employment situation)							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	481 400 000	440 400 000	481 383 759	440 383 759	437 187 797	437 187 621	90,81 %	99,27 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recrutement du consultant s'est faite à temps</li> <li>- Mise en place d'une équipe dynamique au sein de l'ONEFOP</li> <li>- Toutes les activités ont été menées dans le timing prévu dans le calendrier</li> </ul>									
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 02 notes de conjoncture élaborées ;</li> <li>- 01 cahier de l'observatoire élaboré ;</li> <li>- Diffusion des actes du carrefour de métier 2012 ;</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de 05 réseaux régionaux de collecte de données sur l'emploi</li> <li>- Mise en place d'un système d'information sur l'emploi (schéma de circulation)</li> <li>- Organisation des réunions interministérielles sur la situation de l'emploi en 2013</li> <li>- Année et valeur cibles mal évalués</li> </ul>									
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une amélioration sera apportée aux intitulés de, l'objectif et l'indicateur de l'action afin de refléter les résultats attendus ;</li> <li>- Organisation du carrefour des métiers et bourse de l'emploi ;</li> <li>- Elaboration de deux notes conjonctures ;</li> <li>- Réforme de l'ONEFOP ;</li> <li>- Production de l'annuaire statistique ;</li> <li>- Mise en place d'un système d'information statistique ;</li> <li>- Organisation des rencontres thématiques de l'ONEFOP ;</li> </ul>									

## Action 04 RENFORCEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Améliorer le niveau d'absorption des flux de main d'œuvre							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes insérées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  28,75%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		60000.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		70000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		224 712 persons integrated (including 8 100 Cameroonians integrated in the major and other structuring projects)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	91 000 000	91 000 000	90 982 463	90 982 463	39 380 410	39 380 410	43,28 %	43,28 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place des comités internes de préparation et de validation des avants projets de texte dès le début de l'année ;</li> <li>- Sessions de la commission Nationale Consultative du Travail tenues conformément au calendrier élaboré ;</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 02 avant-projets de textes élaborés sur le placement et le travail temporaire ;</li> <li>- Un projet texte fixant les conditions de recours et d'application des approches de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) élaboré ;</li> <li>- Arrêté portant création et organisation du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi élaboré et signé.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Draft de travail des avants projets de texte disponibles avant 2013 ;</li> <li>- Travaux des comités de préparation et de validation des textes menés conformément aux délais fixés ;</li> </ul>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision des textes d'application du code du travail en rapport avec l'emploi et la main d'œuvre ;</li> <li>- Promulgation et vulgarisation de la réglementation sur la promotion de l'approche (HIMO). ;</li> <li>- Une amélioration sera apportée à l'intitulé de l'action.</li> <li>- Appuyer les activités de la commissions Nationale consultative du travail ;</li> <li>- Tenue des réunions d'analyses et propositions consensuelles sur les dispositions devant régir le fonctionnement des Offices Privés des Placements et des <b>Entreprises de Travail Temporaire</b>.</li> </ul>							

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 453

DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

**NGATHE KOM PHILIPPE**  
*DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE*

## 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'apprenants encadrés dans le cadre d'une formation professionnelle
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	40000.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	45000.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION QUALITATIVE ET DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE Action 02: DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE Action 03: AMÉLIORATION DE L'OFFRE QUANTITATIVE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR UNE MEILLEURE REGULATION DES FLUX	
DOTATIONS INITIALES	AE 7 708 100 000	CP 7 412 100 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NGATHE KOM PHILIPPE, DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	

## 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

## 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	43 000	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	60	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 707 650 393	CP 7 411 650 393
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 449 607	Ecart CP 449 607
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 371 541 121	CP 7 261 540 853
TAUX DE CONSOMMATION	95,63 %	97,97 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Le taux de réalisation de 60% par rapport à la valeur cible se justifie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de nombreuses réformes en cours qui visent l'optimisation qualitative, quantitative et organisationnelle du système de formation professionnelle.</li> </ul> <p>l'exiguïté de l'offre, l'obsolescence actuelle du dispositif législatif et réglementaire, l'insuffisance du partenariat avec les milieux socioprofessionnels</p>	
PERSPECTIVES 2014	<p>Dans l'optique d'accroître de manière significative l'employabilité de la population active, le MINEFOP entend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>reformer entièrement le système de formation professionnelle et d'apprentissage</li> <li>améliorer la qualité de l'offre de formation professionnelle</li> <li>Mettre en place d'une part, des structures de formation professionnelle et d'apprentissage répondant aux besoins du système productif</li> <li>moderniser le dispositif d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle</li> <li>Mettre en œuvre l'Approche Par Compétences</li> <li>Instituer un système d'évaluation et de Certification professionnelles renouvelées.</li> </ul>	

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 AMÉLIORATION QUALITATIVE ET DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE									
OBJECTIF	Améliorer la qualité et diversifier les modes de formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:	Taux de sortants des Centres de Formation Professionnelle insérés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	50.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	60.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	100% (65% was achieved)							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 470 100 000	3 174 100 000	3 469 872 261	3 173 872 261	3 140 412 989	3 030 412 801	90,49 %	95,47 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le DSCE prescrit que <b>les compétences professionnelles</b> prennent leur place dans <i>la stratégie de croissance et de l'emploi</i> à travers un dispositif de formation professionnelle efficient et bien articulé.</li> <li>En même temps, la formation professionnelle doit sans cesse s'adapter aux exigences du système productif, et se doter d'un système de pilotage, de gestion et de fonctionnement qui obéissent à des standards en termes de rationalité.</li> <li>Ainsi, le DSCE recommande l'amélioration et la standardisation des référentiels de formation par la création d'environ 30 référentiels de formation par an ;</li> <li>la diversification des modes de formation et des filières de formation en tenant compte des secteurs porteurs ;</li> <li>le développement de la formation des formateurs par la création d'un centre de développement des compétences.</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration de six nouveaux référentiels de formation professionnelle</li> <li>Octroi des subventions aux structures de formation professionnelle</li> <li>Conception des textes réglementaires de la mise en œuvre de la Validation des Acquis de l'Expérience) VAE</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>mise en œuvre progressive d'un ensemble de réformes amorcées et qui visent l'amélioration effective du système de formation professionnelle.</li> <li>La mise en œuvre de l'Approche Par Compétences et le système de Validation des Acquis de l'Expérience</li> <li>la modernisation du dispositif tend à rendre attractive l'offre aussi bien auprès des apprenants que des entreprises qui à la faveur des grands chantiers, de l'Approche HIMO et la réglementation de la main d'œuvre font de plus en plus recours aux sortants du système.</li> </ul>								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>La mise à niveau des référentiels de formation professionnelle élaborés selon l'APC et leur implantation effective,</li> <li>la généralisation du dispositif VAE couplée à la modernisation du système d'évaluation et de certification,</li> <li>l'organisation de l'apprentissage.</li> <li>Le projet de construction et l'équipement d'un Institut de formation des formateurs et du développement des programmes.</li> </ul>								

## Action 02 DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Améliorer l'accès à l'orientation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:		Nombre des Structures d'Orientation Scolaire Universitaire et professionnelles créées et/ou agréées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		1.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		6 (Error, since private centres were not taken into account) 3 that is 2 additional ones including 1 public and 1 private						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	51 000 000	51 000 000	50 878 236	50 878 236	46 878 236	46 878 156	92,13 %	92,14 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le DSCE prescrit que <b>les compétences professionnelles</b> prennent leur place dans <i>la stratégie de croissance et de l'emploi</i> à travers un dispositif d'orientation professionnelle efficient et bien articulé.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition des kits et tests psychotechniques;</li> <li>• Opérationnalisation du COSUP de Douala.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre progressive d'un ensemble de réformes amorcées et qui visent l'amélioration effective du système de formation professionnelle.</li> <li>• Forte demande en information et en orientation professionnelles.</li> </ul>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite du maillage du territoire des COSUP;</li> <li>• Formation continue des experts en orientation.</li> </ul>							

Action 03 AMÉLIORATION DE L'OFFRE QUANTITATIVE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR UNE MEILLEURE REGULATION DES FLUX										
OBJECTIF	Favoriser l'accès d'un plus grand nombre de camerounais à la formation professionnelle									
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'apprenants formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  43%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		40000.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		45000.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		43 000(That is 3000 extra)							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	4 187 000 000	4 187 000 000	4 186 899 896	4 186 899 896	4 184 249 896	4 184 249 896	99,94 %	99,94 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le contexte de mise en œuvre est celui du DSCE qui prescrit la refonte totale des SAR/SM;</li> <li>Erection en Centre de Formation aux Métiers (CFM), moins nombreux mieux outillés et plus efficaces afin de permettre une régulation des flux des sortants des cycles d'enseignement primaire, secondaire et supérieur;</li> <li>Le processus de transfert des SAR/SM aux collectivités territoriales décentralisées constitue un gage de performance attendu desdites structures.</li> </ul>									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction en cours des CFP d'excellence;</li> <li>Transformation et réhabilitation en cours des SAR/SM en Centre de Formation aux Métiers (CFM);</li> <li>Signature de convention avec l'AFD (C2D) en vue de la construction et équipement des Centres de Formation Professionnelle Sectoriels (CFPS);</li> <li>Ouverture effective de nouvelles SAR/SM.</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en service optimale des structures de formation rénovées dans le cadre du Programme d'amélioration de l'Offre de formation professionnelle (PAMOFPE), notamment les SAR/SM de Garoua, Mbengwi et Soa;</li> <li>Assainissement des CFP privés ayant conduit à la fermeture des structures clandestines;</li> <li>construction des CFPE a Douala, 02 CFPR Publics occupant le site de construction, ont été provisoirement fermés.</li> </ul>									
Perspectives 2014	La refonte des SAR/SM en CFM, la construction et l'équipement des CFPE à l'horizon 2014, la mise en place des CFPS favoriseront l'atteinte des objectifs de 100 000 apprenants.									

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 454

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES MOYENS D'ACTIONS DU  
MINEFOP

Responsable du programme

**MONGLO ATHANASE**  
*DIRECTEUR DES AFFAIRES GENERALES*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail et optimiser la gestion des ressources humaines	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités du MINEFOP
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: PROGRAMMATION, PLANIFICATION, BUDGETISATION ET SUIVI EVALUATION Action 02: GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES Action 03: AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE Action 04: APPUI À LA MISE EN OEUVRE ET SUIVI ÉVALUATION DES PROGRAMMES OPÉRATIONNELS	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 388 500 000	CP 3 225 500 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MONGLO ATHANASE, DIRECTEUR DES AFFAIRES GENERALES	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	3 058 722 579 FCFA	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	98,91	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 026 332 632	CP 2 863 332 632
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 362 167 368	Ecart CP 362 167 368
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 705 265 252	CP 2 680 941 692
TAUX DE CONSOMMATION	89,39 %	93,63 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	RAS	
PERSPECTIVES 2014	- En 2014, ce programme sera reformulé et intitulé « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur emploi et formation professionnelle » et l'indicateur revu afin de mieux évaluer la mise en œuvre du programme ; Réorganisation du programme par la reformulation des actions et leurs indicateurs respectifs devant permettre une meilleure évaluation ; passant de quatre (04) actions en 2013 à dix (10) actions en 2014.	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 PROGRAMMATION, PLANIFICATION, BUDGETISATION ET SUIVI EVALUATION									
OBJECTIF	Mettre en cohérence la politique du MINEFOP avec les politiques publiques								
Indicateur	Intitulé:	Documents de programmation et de planification révisés et actualisés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	3.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	3.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	3 soit une réalisation à 100%							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	95 000 000	95 000 000	89 888 066	89 888 066	89 087 315	84 008 065	99,1 %	93,46 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Première année de mise en œuvre du budget programme ;								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision et élaboration des projets et programmes du MINEFOP (PAP 2014-2018, CDMT 2014-2016) ;</li> <li>- Inventaire du patrimoine du MINEFOP ;</li> <li>- Gestion des marchés publics ;</li> <li>- € Suivi-évaluation des réalisations physico-financières des projets d'investissements.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Mise en œuvre de la quasi-totalité des activités inscrites ;								
Perspectives 2014	Cette action sera reformulée en « Etudes stratégiques et planifications ».								

## Action 02 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

OBJECTIF	Améliorer le rendement du personnel et optimiser la gestion des ressources financières du MINEFOP							
Indicateur	Intitulé:		Taux de consommation de crédits et proportion des personnels formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  99%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		98.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		99						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 511 400 000	2 348 400 000	2 523 740 477	2 360 740 477	2 225 844 556	2 207 075 491	88,19 %	93,49 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des infrastructures du MINEFOP ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion des carrières des personnels ;</li> <li>- Suivi et amélioration du fonctionnement de l'application SIGIPES ;</li> <li>- Renforcement des capacités des personnels ;</li> <li>- Recensement, assinsissements et actualisation permanente du fichier du personnel et de la solde ;</li> <li>- Poursuite des travaux de construction de 06 DDEFOP ;</li> <li>- Réhabilitation des batiments des services centraux ;</li> <li>- Equipement des DREFOP ;</li> <li>- Poursuite des travaux de construction de 03 DREFOP ;</li> <li>- Préparation du budget ;</li> <li>- € €Suivi des investissements ;</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Mise en œuvre de la quasi-totalité des activités inscrites ;							
Perspectives 2014	Cette action a été scindé en trois : « Gestion financière et budgétaire », « Amélioration du cadre de travail », « Développement des ressources humaines ».							

### Action 03 AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE

OBJECTIF	Renforcer la transparence dans la mise en oeuvre des activités							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports et de coopérations produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  166,67%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		3.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		5 soit une réalisation à 166,67%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	88 500 000	88 500 000	88 319 558	88 319 558	81 823 958	81 823 757	92,64 %	92,65 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Transfert de Compétence et Première année de mise en œuvre du budget programme ;							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation des performances des services ;</li> <li>- Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption ;</li> <li>- Suivi et contrôle de l'exécution des marchés publics ;</li> </ul> Mise en œuvre du programme de transfert de compétences et des ressources aux collectivités territoriales décentralisées ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de la quasi-totalité des activités inscrites ;</li> </ul> Calibrage des indicateurs des objectifs ;							
Perspectives 2014	Cette activité sera scindée en « Coordination et suivi des activités » et « Contrôle et audit interne ».							

Action 04 APPUI À LA MISE EN OEUVRE ET SUIVI ÉVALUATION DES PROGRAMMES OPÉRATIONNELS									
OBJECTIF	Améliorer la mise en oeuvre des programmes tu MINEFOP								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution des activités du programme					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  98,91%	
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		75.0						
	Année cible:		2013						
	Valeur Cible		85.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		98,91						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	693 600 000	693 600 000	324 384 531	324 384 531	3 085 094 230	308 034 379	95,1 %	94,96 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Première année de mise en œuvre du budget programme ;								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi de la mise en œuvre du plan d'action et de l'exécution de la feuille de route ;</li> <li>- Promotion de la bonne gouvernance ;</li> <li>- Prise en charge des dépenses courantes d'eau, d'électricité et de téléphone ;</li> <li>- Supervision générale des activités du MINEFOP ;</li> <li>- Coordination des services ;</li> <li>- Elaboration des documents budgétaires ;</li> </ul> Suivi et mise en œuvre du programme ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Mise en œuvre de la quasi-totalité des activités inscrites ;								
Perspectives 2014	Cette action sera scindée et reformulée en plusieurs actions spécifiques : « Conseil juridique », « Communication et relation publique », « Gestion des ressources documentaires », « Développement des TIC ».								

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE
- 3.2. LEÇONS APPRISSES
- 3.3. PERSPECTIVES 2014

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle poursuivra les actions inscrites dans son cadre logique avec pour objectif stratégique de ***Contribuer à l'accroissement de l'offre d'emplois décents à travers le développement de l'offre et de la qualité de la formation professionnelle, l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi et l'insertion professionnelle d'au moins 50. 000 chercheurs d'emplois par an.***